Une rentrée 2026 sous haute tension politique et économique

Des élections de mi-mandat américaines à la pré-campagne présidentielle française, de la poussée de l'AfD en Allemagne au nouveau départ du Labour britannique, la rentrée 2026 est marquée par une succession d'échéances politiques majeures. Partout, les gouvernements sont confrontés à des électorats plus fragmentés et à la montée de forces contestant les équilibres politiques traditionnels.

Ces recompositions interviennent dans un **contexte économique qui laisse peu de marges de manœuvre** : pouvoir d'achat, dette publique, croissance, compétitivité, immigration ou encore financement de la défense s'imposent dans les débats. Tour d'horizon des principaux enjeux de cette rentrée chez plusieurs des grands partenaires du Luxembourg.

Aux États-Unis, les *midterms* comme premier test national pour Trump 2.0

Les États-Unis se préparent aux élections *midterms* de novembre, qui constitueront le premier **test électoral** national du second mandat de Donald Trump. Les Républicains contrôlent actuellement

les deux chambres du Congrès, mais la bataille pour la Chambre des représentants s'annonce particulièrement difficile pour le parti présidentiel. Les tendances historiques favorisent généralement l'opposition lors des élections de mi-mandat et les Démocrates n'ont besoin que d'un faible gain net de sièges pour reprendre la Chambre, tandis que l'issue du scrutin au Sénat apparaît davantage incertaine.

L'économie et le pouvoir d'achat devraient être déterminants. La hausse des prix de l'énergie liée au conflit avec l'Iran, la persistance de l'inflation et les effets des droits de douane pèsent sur les ménages, malgré la résilience de l'économie américaine et la vigueur des investissements dans l'intelligence artificielle. Une victoire démocrate à la Chambre limiterait considérablement la capacité de Donald Trump à faire adopter de nouvelles réformes jusqu'en 2028, même si le président conserverait une importante marge de manœuvre par voie exécutive, notamment en matière commerciale et migratoire.

La France, entre instabilité budgétaire et pré-campagne présidentielle

La France entre dans une période politique décisive à l'approche de l'élection présidentielle d'avril 2027. Emmanuel Macron ne pouvant briguer un troisième mandat consécutif, la course à sa succession commence déjà à recomposer le paysage politique. Un premier débat présidentiel organisé fin août par le principal syndicat patronal français, le Medef, a réuni plusieurs figures de premier plan, parmi lesquelles Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et Édouard Philippe, avec la dette publique, les retraites ou encore les aides aux entreprises parmi les principaux sujets abordés. La candidate d'extrême droite, reste à ce stade la grande favorite du scrutin, tandis que les différentes forces de gauche, du centre et de droite cherchent encore à consolider leurs candidatures et leurs stratégies.

Les questions économiques devraient occuper une place centrale dans la campagne. La France est confrontée à une **croissance faible** et à une dette publique proche de 117 % du PIB qui continue de s'alourdir en raison d'un déficit public qui culmine toujours à 5,1% du PIB, tandis que le gouvernement doit présenter son projet de budget pour 2027 en octobre. Dans un Parlement toujours fragmenté, la réduction du déficit pourrait devenir l'un des premiers grands affrontements économiques de la campagne présidentielle, chaque formation cherchant à se différencier sur la fiscalité, les dépenses publiques, les retraites et la compétitivité.

Au Royaume-Uni, Andy Burnham face au défi de la reconquête

À la suite de la démission de Keir Starmer, Andy Burnham, chef du Parti travailliste et ancien maire du Grand Manchester, est devenu premier ministre du Royaume-Uni en juillet dernier avec un programme ambitieux. La **réindustrialisation**, la réduction du coût de la vie, la réforme du système éducatif et la lutte contre le sans-abrisme figurent parmi les principales priorités fixées par son gouvernement, qui cherche à surmonter les défis politiques et économiques auxquels le pays est confronté.

Le Parti travailliste est sous pression après les progrès significatifs réalisés, lors des dernières élections locales de mai 2026, par Reform UK, le parti politique populiste et eurosceptique dirigé par Nigel Farage. Ces résultats ont mis en évidence le mécontentement d'une partie des électeurs britanniques face à la situation politique dans la **cinquième économie mondiale**.

Ces dernières années, Reform UK a notamment attiré des électeurs préoccupés par l'immigration, la situation économique et la souveraineté du pays. Alors que son programme considère la souveraineté comme une occasion de tenir le Royaume-Uni à distance de l'influence européenne, le Premier ministre Andy Burnham cherche au contraire à renforcer les relations avec l'Union européenne afin de consolider la coopération existante en matière de défense et de sécurité.

En Allemagne, Friedrich Merz sous la pression de l'extrême droite

L'Allemagne vient de vivre des **élections historiques**. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, un parti d'extrême droite a remporté une élection régionale, et pourrait en remporter une deuxième au cours du même mois.

Lors des élections régionales en Saxe-Anhalt du 9 septembre, le parti Alternative für Deutschland (AfD) a en effet triomphé en rassemblant 43,8% des électeurs, s'imposant largement en tête. Néanmoins, la formation d'une coalition va être très difficile, car aucun parti ne souhaite travailler avec le parti d'extrême droite, sauf le parti populiste de gauche Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW) qui atteint 5,3%.

En Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, où des élections auront lieu le 20 septembre prochain, l'AfD pourrait recueillir 41% des intentions de vote selon les derniers sondages. Dans la capitale, Berlin, une victoire paraît moins probable, mais un score avoisinant les 20% semble à sa portée. En Basse-Saxe, l'AfD pourrait également remporter plusieurs élections municipales et renforcer ainsi son implantation au niveau local.

Ces résultats pourraient profondément remodeler le paysage politique allemand et accroître la pression exercée sur le gouvernement de Friedrich Merz. Depuis son entrée en fonction en mai

2025, Merz est confronté à des difficultés croissantes, notamment la stagnation économique, la question des politiques migratoires et la réforme visant à réduire la bureaucratie.

Les résultats obtenus par l'AfD devraient intensifier le débat sur les politiques menées par le gouvernement ainsi que sur la promesse de Merz de **relancer l'économie** tout en empêchant les électeurs de se tourner vers le parti populiste.

L'Europe du Sud : stabilité italienne et dynamisme espagnol

L'**Italie** aborde la rentrée avec un degré inhabituel de stabilité politique. Au pouvoir depuis octobre 2022, Giorgia Meloni dirige **l'un des gouvernements les plus durables de l'histoire** récente du pays. Son approche économique pragmatique et son attachement à la discipline budgétaire ont contribué à rassurer les investisseurs, mais l'Italie reste confrontée à une croissance faible (autour de 0.6% en 2026 selon les prévisions de la Banque d'Italie), une dette publique très élevée et des difficultés structurelles en matière de productivité et de démographie. À l'approche des élections prévues en 2027, le gouvernement devra également concilier assainissement budgétaire, investissements, dépenses de défense et mise en œuvre des derniers financements du plan de relance européen.

L'**Espagne** présente une situation presque inverse : une **économie dynamique** avec une prévision de croissance du PIB de 2.6% en 2026 malgré une fragilité politique persistante. L'emploi a atteint un niveau record au deuxième trimestre 2026 et le chômage est passé sous les 10% pour la première fois depuis 2008. Le gouvernement minoritaire de Pedro Sánchez peine cependant toujours à trouver une majorité parlementaire stable. L'Espagne n'a plus adopté de nouveau budget de l'État depuis 2023 et le Parlement a rejeté en juillet le cadre de dépenses proposé pour 2027. Alors que les prochaines élections doivent intervenir au plus tard à l'été 2027, le contraste entre dynamisme économique et blocage politique constituera l'un des principaux enjeux à suivre.

En Europe centrale, des trajectoires politiques de plus en plus divergentes

En **Hongrie**, la victoire de Péter Magyar qui a mis fin aux quinze ans de pouvoir de Viktor Orbán lors des élections d'avril 2026, a permis d'améliorer les relations entre l'Union européenne et la puissance d'Europe centrale. Le premier ministre Magyar cherche à **restaurer les institutions démocratiques** et à rétablir la confiance des partenaires européens après plusieurs années de différends, exacerbés par la proximité entre Vladimir Poutine et l'ancien chef du gouvernement hongrois.

Le Parlement hongrois a destitué l'ancien président Tamás Sulyok, largement considéré comme un fidèle de Viktor Orbán, et András Baka, ancien président de la Cour suprême, a été élu à sa succession. Par ailleurs, cette année, la marche des fiertés a été autorisée à se tenir à Budapest, signe d'une évolution de l'approche du nouveau gouvernement concernant les droits des personnes LGBTQ+ et les politiques qui y sont liées.

À l'inverse, la **Pologne** traverse une période de **fortes tensions politiques**, marquée par une cohabitation difficile entre le Premier ministre Donald Tusk et le président Karol Nawrocki, homme politique conservateur en fonction depuis 2025. Alors que Tusk cherche à poursuivre une politique pro-européenne, le président s'est régulièrement opposé aux initiatives du gouvernement, mettant en lumière les profondes divisions politiques du pays et contribuant à un blocage institutionnel croissant à l'approche des élections législatives de 2027.

En **Slovaquie**, le gouvernement du Premier ministre Robert Fico fait l'objet de critiques tant au niveau national qu'européen en raison de sa politique étrangère, et notamment de son scepticisme à l'égard de l'aide militaire à l'Ukraine. En dépit des critiques formulées par d'autres États membres de l'Union européenne, Fico poursuit son **rapprochement avec la Russie**, une orientation qu'il a notamment réaffirmée lors de sa visite à Moscou en mai dernier. Malgré cette politique, la Slovaquie reste fortement dépendante des financements européens, ce qui rend son appartenance à l'Union européenne indispensable pour le pays.